



INDRE-ET-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°37-2023-05001

PUBLIÉ LE 3 MAI 2023

Sommaire

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités /

37-2023-05-02-00003 - Décision de subdélégation de signature DDETS 37 - pouvoirs propres de la DREETS (6 pages)	Page 3
37-2023-05-02-00002 - Décision de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire de M. Bruno PEPIN, directeur départemental de l'emploi du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim (1 page)	Page 10
37-2023-05-02-00001 - Décision de subdélégation de signature en matière de compétences de M. Bruno PEPIN, directeur départemental de l'emploi du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim (3 pages)	Page 12

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

37-2023-05-02-00003

Décision de subdélégation de signature DDETS
37 - pouvoirs propres de la DREETS

DÉCISION

de subdélégation de signature du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim

Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 (second alinéa) et L.243-3 ;

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-2 ;

VU le code rural ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2021 portant nomination de Mme Nadia ROLSHAUSEN, sur l'emploi de directrice régionale adjointe de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, chargée des fonctions de responsable du pôle « politique du travail » du Centre-Val de Loire à compter du 1^{er} avril 2021 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2021 portant nomination de M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail, et des solidarités d'Indre-et-Loire à compter du 3 janvier 2022 ;

VU l'arrêté interministériel du 14 novembre 2022 portant nomination de Mme Anouk LAVAURE sur l'emploi de directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire à compter du 21 novembre 2022 ;

VU l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire du 28 avril 2023 désignant M. Bruno PÉPIN, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim à compter du 2 mai 2023 ;

VU la décision du 28 avril 2023 portant délégation permanente à M. Bruno PÉPIN, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Subdélégation permanente est donnée à :

- M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire, à l'effet de signer, au nom du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire, les décisions mentionnées en annexe ;

- Mme Bérénice MOREL, responsable de l'unité de contrôle Nord, à l'effet de signer, au nom du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire, les décisions mentionnées en annexe, à l'exception de celles figurant aux rubriques M et O.

- M. Bruno ROUSSEAU, responsable de l'unité de contrôle Sud, à l'effet de signer, au nom du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire, les décisions mentionnées en annexe, à l'exception de celles figurant aux rubriques M et O.

Article 2 : La décision de subdélégation de signature en date du 28 avril 2023 est retirée.

Article 3 : La présente décision entre en vigueur immédiatement à compter de sa publication.

Article 4 : Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim est chargé de l'exécution de la présente décision qui est publiée au recueil des actes administratifs.

Tours, le 2 mai 2023

Le directeur départemental
de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim
Bruno PÉPIN

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé au directeur régional de la DREETS Centre-Val de Loire

12 place de l'Etape – CS 85809 – 45058 Orléans Cedex 1

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cedex 1

Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

ANNEXE

	Dispositions légales	Décisions
A - LIVRE 1 RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL		
A1	Articles L 1237-14 et R 1237-3 du code du travail	Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture individuelles du contrat de travail
B - CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE		
B1	Article L 1242-6 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée pour effectuer certains travaux dangereux
B2	Article L 1251-10 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux
C - GROUPEMENT D'EMPLOYEURS		
C1	Articles L 1253-17 et D 1253-7 à D 1253-11 du code du travail	Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs
C2	Articles R 1253-19 et R 1253-27 du code du travail	Décision accordant, refusant d'accorder ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs pour le remplacement de chefs d'exploitation agricole ou d'entreprises artisanales, industrielles ou commerciales ou de personnes physiques exerçant une profession libérale
C3	Article R 1253-26 du code du travail	Demande au groupement d'employeur de choisir une autre convention collective
D - EXERCICE DU DROIT SYNDICAL		
D1	Articles L 2143-11 et R 2143-6 du code du travail	Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical
D2	Articles L 2142-1-2, L 2143-11 et R 2143-6	Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale
E - MESURE DE L'AUDIENGE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE		
E1	Articles R 2122-21 et R 2122-23	Recours sur inscription sur les listes électorales
F - EGALITE PROFESSIONNELLE FEMMES/HOMMES		
F1	Articles L 2242-9, R 2242-9 du code du travail	Rescrit en matière d'égalité professionnelle
F2	Articles L 1143-3, D 1143-6 du code du travail	Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle

G - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE		
G1	Articles L 2313-5, R 2313-2 du code du travail	Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique
G3	Article L 2314-13 du code du travail	Décision de répartition du personnel et des sièges au sein du CSE
H - CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE CENTRAL		
H1	Articles L 2316-8, R 2316-2 du code du travail	Répartition des sièges entre les différents établissements et collèges électoraux
I - COMITE DE GROUPE		
I1	Articles L 2333-4, R 2332-1 du code du travail	Décision répartissant les sièges au comité du groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
I2	Article L 2333-6 du code du travail	Désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions
J - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE AU NIVEAU DE L'UNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE		
J1	Articles L 2313-8, R 2313-5 du code du travail	Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique au niveau de l'unité économique et sociale
K - DUREE DU TRAVAIL		
K1	Articles R 13-11 et R 713-13 du code rural et de la pêche maritime	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue/ production agricole
K2	Articles R 713-13 à R 713-14 du code rural et de la pêche maritime	Dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne/ production agricole
K3	Articles L 3121-21, R 3121-10 du code du travail	Décision autorisant ou refusant la dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue
K4	Articles L 3121-24, R 3121-15, R 3121-16 du code du travail	Décision autorisant ou refusant la dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne
K5	Article R 3121-32 du code du travail	Décision de suspension pour des établissements spécialement déterminés, de la faculté de récupération des heures perdues suite à une interruption collective du travail, en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession

L - SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL		
L1	Articles L 4154-1, D 4154-3 à D 4154-5 du code du travail	Dérogation concernant les salariés en CDD et intérimaires
L2	Article L 4221-1 du code du travail Article 3 arrêté du 23 juillet 1947 modifié	Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition du personnel des douches journalières lorsque les travaux visés s'effectuent en appareil clos
L3	Article R 4462-30 du code du travail Décret n°2013-973 du 29/10/2013	Approbation et décision des études de sécurité
L4	Articles R 4533-6 et 4533-7 du code du travail	Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 ; Dérogation VRD
L5	Décret n°2005-1325 du 26/10/2005 - Article 8	Approbation de l'étude de sécurité, décision de faire effectuer des essais ou travaux complémentaires par le maître d'ouvrage
M - CONTRÔLE		
M1	Articles L 4721-1, 1° et R 4721-1 du code du travail	Mise en demeure non-respect des principes généraux de prévention
M2	Articles L 4721-1, 2° et R 4721-1 du code du travail	Mise en demeure infraction à l'obligation générale de santé et de sécurité résultant des dispositions de L 4221-1 du code du travail
M3	Articles L 4733-8, R 4733-11, R 4733-12, R 4733-15 du code du travail	Décision de suspension de contrat de travail ou de convention de stage d'un jeune travailleur
M4	Articles L 4733-8, L 4733-9, L 4733-10, R 4733-13, R 4733-14, R 4733-15 du code du travail	Autorisation ou refus de reprise du contrat de travail ou de la convention de stage d'un jeune travailleur
N - INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS INVOLONTAIREMENT PRIVES D'EMPLOI		
N1	Articles R 5424-7, D 5424-8, D 5424-9, D 5424-10 du code du travail	Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries pour les entreprises du BTP
O - CONTRAT D'APPRENTISSAGE		
O1	Articles L 6225-4, R 6225-9 du code du travail	Décision sur la suspension de l'exécution du contrat d'apprentissage
O2	Article L 6225-5 du code du travail	Décision d'autorisation ou refus de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage
O3	Articles L 6225-6, L 6225-7, R 6225-10, R 6225-12 du code du travail	Décision d'interdiction de recrutement de nouveaux apprentis
O4	Articles R 6225-10, R 6225-11, R 6225-12 du code du travail	Décision de levée d'interdiction de recrutement de nouveaux apprentis

P - MOYENS D'INTERVENTION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL		
P1	Articles L 8114-4, L 8114-5, L 8114-6, L 8114-7, de R 8114-3 à R 8114-6 du code du travail	Proposition de transaction pénale
P2	Articles L 8115-1, L 8115-2 et L 8115-5 al.1 et R 8115-2 du code du travail, L 1325-1 du code des transports, L 719-10 du code rural et de la pêche maritime	Procédure du contradictoire pour les amendes pour les manquements en matière de durée du travail, de repos, de rémunération, d'hygiène
P3	Articles L 8115-4, L 8115-5 al.1, L 8115-7 et L 4752-1, L 4752-2, R 8115-1, R 8115-2 du code du travail	Procédure du contradictoire pour les amendes pour non-respect des décisions prises par l'IT
P4	Articles L 8115-4, L 8115-5 al.1, L 8115-7 et L 4753-1, L 4753-2, R 8115-1, R 8115-2 du code du travail	Procédure du contradictoire pour les amendes concernant les jeunes de moins de 18 ans
P5	Articles L 8115-4, L 8115-5 al.1, L 8115-7 et L 4754-1, R 8115-1, R 8115-2 du code du travail	Procédure du contradictoire pour manquement aux règles concernant les repérages avant travaux
P6	Articles L 8115-5 al.1, L 8115-7, R 8115-1, R 8115-2 du code du travail et L 124-17 du code de l'éducation	Procédure du contradictoire pour manquement en matière de stagiaires
P7	Articles L 8291-3, R 8291-1-1 du code du travail	Rescrit en matière de carte BTP
Q - CONTRIBUTION SPECIALE POUR EMPLOI D'ETRANGERS NON AUTORISES A TRAVAILLER		
	Articles D 8254-7 et D 8254-11	Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de solidarité financière du donneur d'ordre

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

37-2023-05-02-00002

Décision de subdélégation de signature en
matière d'ordonnancement secondaire de M.
Bruno PEPIN, directeur départemental de
l'emploi du travail et des solidarités
d'Indre-et-Loire par intérim

DÉCISION

de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire

Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 (second alinéa) et L.243-3 ;

VU l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire du 28 avril 2023 désignant M. Bruno PÉPIN, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim à compter du 2 mai 2023 ;

VU l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire en date du 28 avril 2023 donnant délégation de signature à M. Bruno PÉPIN pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État, imputées sur les titres 3, 5 et 6 des BOP relevant des programmes :

BOP 104 Intégration et accès à la nationalité française (titres 5, 6)

BOP 135 Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (titres 3, 6)

BOP 147 Politique de la ville (titre 6)

BOP 157 Handicap et dépendance (titres 5, 6)

BOP 177 Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (titres 5, 6)

BOP 183 Protection maladie (titres 5, 6)

BOP 303 Immigration et asile (titres 5, 6)

BOP 304 Inclusion sociale et protection des personnes (titre 6)

VU l'article 44 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} : La subdélégation de signature est confiée en ce qui concerne la compétence d'ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses imputées aux titres 3, 5 et 6 du budget de l'État à :

- M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint pour l'ensemble des BOP relatifs à la DDETS
- Mme Claire FRADET, attachée principale d'administration de l'État pour le BOP 147
- Mme Sandra FONTAINE, attachée d'administration de l'État pour le BOP 147
- Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État pour les BOP 104, 157, 177, 303, 304
- M. Guilhem GALODÉ, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale pour les BOP 104, 157, 177, 303, 304
- Mme Sabrina LE LUHERNE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale pour les BOP 104, 157, 177, 303, 304
- M. Renaud VIEILLERIBIÈRE, attaché d'administration de l'État pour les BOP 135, 177, 304
- Mme Nathalie THEVENOT-DESHAIES, attachée d'administration pour les BOP 135, 177
- M. Hugues FAU, agent valideur Chorus Formulaire pour les BOP 104, 157, 177, 303, 304
- Mme Sabine PASQUER, agent valideur Chorus Formulaire pour les BOP 104, 157, 177, 303, 304
- Mme Nadine HUET, agent valideur Chorus Formulaire pour les BOP 104, 177, 304
- M. Bruno BONVILLE, agent valideur Chorus Formulaire pour le BOP 177
- M. David LALLIER, agent valideur Chorus Formulaire pour le BOP 147

sur toutes les étapes de la mission d'ordonnancement secondaire.

ARTICLE 2 : La décision de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire en date du 28 avril 2023 est retirée.

ARTICLE 3 : La présente décision entre en vigueur immédiatement à compter de sa publication.

ARTICLE 4 : Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Indre-et-Loire.

Tours, le 2 mai 2023

Le directeur départemental

de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim

Bruno PÉPIN

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

37-2023-05-02-00001

Décision de subdélégation de signature en
matière de compétences de M. Bruno PEPIN,
directeur départemental de l'emploi du travail et
des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim

DÉCISION
donnant délégation de signature aux agents
de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités
(article 44-I du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié)

Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.221-2 (second alinéa) et L.243-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment le 2° de l'article 43 et le I de l'article 44 ;

VU l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire du 28 avril 2023 désignant M. Bruno PÉPIN, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim à compter du 2 mai 2023 ;

VU l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire en date du 28 avril 2023 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités d'Indre-et-Loire par intérim ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} : Délégation est consentie aux agents en poste à la DDETS 37 pour signer dans le cadre de leurs attributions les actes mentionnés dans les différentes annexes de l'arrêté de délégation au directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités en date du 2 mai 2023.

- Chapitre I : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
- Chapitre II : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
M. Guilhem GALODÉ, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale
Mme Sabrina LE LUHERNE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale
- Chapitre III : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
M. Guilhem GALODÉ, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale
Mme Sabrina LE LUHERNE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale
- Chapitre IV : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
M. Paul SEHKI, attaché d'administration de l'État
Mme Catherine ROCHER, adjointe administrative (cartes de stationnement pour handicapés)
- Chapitre V : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
M. Guilhem GALODÉ, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale
Mme Sabrina LE LUHERNE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale
Mme Cathy ANDRIAHAMISON, adjointe administrative
Mme Jessica SILVA, adjointe administrative
- Chapitre VI : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
M. Guilhem GALODÉ, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale
Mme Sabrina LE LUHERNE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale

- Chapitre VII : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
M. Renaud VIEILLERIBIÈRE, attaché d'administration de l'État
Mme Nathalie THEVENOT-DESHAIES, attachée d'administration de l'État
Mme Céline BLANCHET, attachée principale d'administration de l'État
Mme Audrey GAUTERON, secrétaire administrative (commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives)
- Chapitre VIII : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
M. Guilhem GALODÉ, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale
Mme Sabrina LE LUHERNE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale
- Chapitre IX : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
M. Renaud VIEILLERIBIÈRE, attaché d'administration de l'État
- Chapitre X : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Claire FRADET, attachée principale d'administration de l'État
Mme Sandra FONTAINE, attachée d'administration de l'État
- Chapitre XI : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Marie ROUSSEL-STADNICKI, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité
- Chapitre XII : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Bérénice MOREL, directrice adjointe du travail, responsable d'unité de contrôle
M. Bruno ROUSSEAU, directeur adjoint du travail, responsable d'unité de contrôle
- Chapitre XIII : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Bérénice MOREL, directrice adjointe du travail, responsable d'unité de contrôle
M. Bruno ROUSSEAU, directeur adjoint du travail, responsable d'unité de contrôle
Mme Alexandra CURIAL, inspectrice du travail
- Chapitre XIV : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Bérénice MOREL, directrice adjointe du travail, responsable d'unité de contrôle
M. Bruno ROUSSEAU, directeur adjoint du travail, responsable d'unité de contrôle
- Chapitre XV : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
Mme Alexandra CURIAL, inspectrice du travail
- Chapitre XVI : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Alexandra CURIAL, inspectrice du travail
- Chapitre XVII : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
- Chapitre XVIII : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
- Chapitre XIX : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État
- Chapitre XX : M. Thierry GROSSIN-MOTTI, directeur départemental adjoint
Mme Sylvie JARLES, attachée principale d'administration de l'État

ARTICLE 2 : La décision de subdélégation de signature donnant délégation de signature aux agents de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités en date du 28 avril 2023 est retirée.

ARTICLE 3 : La présente décision entre en vigueur immédiatement à compter de sa publication.

ARTICLE 4 : Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Indre-et-Loire.

Tours, le 2 mai 2023

Le directeur départemental
de l'emploi, du travail et des solidarités par intérim
Bruno PÉPIN